

# TRAVAIL ET DROIT



Supplément au  
Mouvement Syndical Belge  
du 20 août 1939.

## Allocations familiales et indemnités de chômage

par Paul Finet

**N**OUS voulons attirer l'attention des militants responsables sur une pratique que veulent instaurer dans le paiement des allocations familiales certaines caisses de compensation et ce, à la faveur du chômage que doivent supporter les bénéficiaires de la loi du 4 août 1930.

Voici en l'occurrence de quoi il s'agit. Certaines caisses de compensation ont essayé, en donnant aux dispositions légales une fausse interprétation, d'établir un cumul entre les allocations familiales proprement dites et les allocations familiales payées au titre d'indemnités de chômage. Exposons brièvement le mécanisme du procédé employé :

Soit un ouvrier marié ayant trois enfants à charge.

En vertu de l'article 18 de la loi du 4 août 1930, modifiée en ce qui concerne le taux des allocations par l'arrêté royal du 26 janvier 1938, cet ouvrier doit bénéficier d'une allocation mensuelle totale de 113 fr. 60, se décomposant comme suit : 20 fr. 60 pour le premier enfant, 35 francs pour le deuxième et 58 francs pour le troisième. Cette allocation mensuelle est due pour autant que l'intéressé ait accompli vingt-trois jours de travail au cours du mois. Pour le cas où les vingt-trois jours de travail n'ont pas été effectués, les allocations sont attribuées journalièrement à raison de 0 fr. 80, 1 fr. 40 et 2 fr. 25 pour le premier, le deuxième et le troisième enfant.

Or, certaines caisses de compensation, en dépit de l'esprit et de la lettre de la législation, veulent créer une confusion entre les allocations familiales et les allocations de chômage.

Pour atteindre ce but, on prie les secrétaires de syndicat de remplir pour les chômeurs partiels un formulaire indiquant pour chaque chômeur le nombre de jours chômés et les allocations familiales touchées à charge de l'O.N.P.C.

Lorsque, par exemple, au cours d'un trimestre, l'ouvrier ayant trois enfants à charge a travaillé un mois entier, le deuxième n'a travaillé que dix jours et le troisième mois a chômé complètement, les caisses de compensation font leur calcul comme suit : Un mois entier de travail donne droit à une indemnité mensuelle de 113 fr. 60. Dix jours de travail pour le deuxième mois donnent droit à 44 fr. 50, soit au total 158 fr. 10. L'ouvrier en cause a touché au cours du trimestre 40 allocations journalières de chômage, dans lesquelles interviennent les allocations familiales pour  $3.25 \times 3 \times 40$ , soit 390 francs. Arguant du fait que le bénéficiaire a touché par sa caisse de chômage 390 francs au titre d'allocations familiales, la Caisse de compensation, sous le prétexte que la loi fixe à 340 fr. 80 ( $113.60 \times 3$ ) le plafond des allocations familiales, déclare le chômeur déchu de son droit à la somme de 158 fr. 10.

Au cas où les indemnités familiales payées par l'O.N.P.C. n'atteindraient pas les taux des allocations fixés par la loi sur les allocations fa-



miliales et par les arrêtés royaux complémentaires, les caisses de compensation consentiraient à suppléer la différence.

Il va sans dire qu'il n'appartient pas aux caisses de compensation d'interpréter la législation de telle façon. Le droit aux allocations familiales est inhérent aux prestations. Le fait que le législateur a prévu l'allocation journalière remplaçant l'allocation mensuelle dans le cas où le nombre de jours de travail n'atteint pas 23, indique clairement que, quelles que soient les circonstances, les allocations sont dues.

Les réductions d'allocations pour cause de cumul sont prévues par la loi du 4 août 1930, articles 29 et 30 précisés par les articles 29 et 30 des arrêtés royaux du 30 mars 1936 et les textes sont formels. Les caisses de compensation ne sont autorisées à procéder à des réductions d'allocations qu'à l'occasion d'allocations familiales attribuées par d'autres caisses de compensation. Les allocations familiales de l'O.N.P.C. ne peuvent rentrer dans cette catégorie. D'autant plus que les ressources provenant du paiement d'allocations familiales doivent être comptées dans les ressources totales du ménage du chômeur et que le montant de l'indemnité lui allouée est fonction de l'état de ses ressources.

Nous ajoutons qu'à notre avis, les mêmes principes doivent être appliqués en ce qui concerne le chômeur dont l'épouse travaille et qui, en vertu de l'article 29 de la loi, peut toucher 50 p. c. des sommes fixées par le barème. Le fait que le mari chômeur touche des allocations familiales de l'O.N.P.C., l'indemnité pour le ménage étant supprimée, ne peut autoriser les caisses de compensation à réduire ou supprimer les allocations payées à la femme sous contrat d'emploi.

L'interprétation de certaines caisses de compensation est, selon nous, abusive et résulte d'une confusion provoquée par la terminologie utilisée par l'O.N.P.C. Si au lieu d'employer les termes « allocations familiales » pour les indemnités journalières allouées au chômeur par enfant à charge l'O.N.P.C. utilisait les termes « indemnités familiales », les pratiques que nous dénonçons ici n'auraient pu se produire.

En tout état de cause, nous demandons aux militants qui auraient connaissance de faits semblables à ceux que nous signalons, de protester immédiatement auprès des caisses de compensation. Ceci indépendamment de l'action que nous entreprenons auprès des organismes compétents afin de faire cesser toute confusion en cette matière.

## Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 28 juillet 1939.

### Réglementation du travail.

#### DURÉE DU TRAVAIL

*Fabriques de limonades et d'eaux gazeuses.* — Loi du 14-VI-21 instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures. — Industrie soumise à l'influence des saisons (Art. 5). — A. R. du 24-VII-39 (M. B. du 26-VII-39).

#### REPOS DU DIMANCHE

*Magasins de détail et coiffeurs d'Ostende, Blankenberghe, Heyst, Westende, Middelkerke, Klemskerke, Wenduine, Knocke, La Panne et Spa.* — Autorisation accordée par application de l'art. 7 de la loi du 17-VII-1905. — A. R. du 8-VII-39 (M. B. du 10-11-VII-39).

#### CONGÉS ANNUELS PAYÉS

*Cockerries indépendantes.* — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36, modifiée par la loi du 20-VIII-38. — A. R. du 3-VI-39 (M. B. du 7-VI-39).

A. R. du 3 juin 1939 complétant l'art. 7 de l'A. R. du 8-XII-38, déterminant les modalités générales

d'application de la loi du 8-VII-36, modifiée par celle du 20-VIII-38 (M. B. du 7-VI-39).

*Industrie du meuble.* — A. R. du 10-VI-39 déterminant les modalités spéciales d'application (M. B. du 14-VI-39).

*Industrie du cartonnage ;*

*Industrie de la fabrication de tubes en papier ;*

*Abattoirs, boucheries et charcuteries ;*

*Briqueterie mécanique ;*

*Fabrication mécanique de tuiles et autres produits céramiques de la région du sud de la Flandre occidentale et du Tournaisis ;*

*Briqueteries mécaniques des arrondissements judiciaires de Bruges et de Furnes ;*

*Briqueterie de campagne de la région de Charleroi ;*

*Industrie de la confection de lingerie de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale ;*

*Industrie de la fabrication et le commerce de gros d'aliments pour le bétail et la basse-cour et le commerce de gros d'engrais chimiques en Flandre orientale et occidentale ;*

*Commerce de charbon de la ville d'Anvers et des environs.*

A. R. du 22-VI-39 déterminant les modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36, modifiée par celle du 20-VIII-38 (M. B. du 25-VI-39).

Carrières  
provinc  
4-VII-3  
plicati  
Industrie  
travaux  
Fabricatio  
Commerc  
Commerc  
Commerc  
et pom  
Industrie  
Industrie  
en Flan  
Industrie  
A. R. d  
spéciale  
Industrie  
11-VII-  
de cong  
Industrie  
travaux  
Industrie  
Industrie  
A. R. d  
dates d  
Travailleur  
de Gar  
Industrie  
A. R. d  
ciales  
fiée p  
Activités  
établi  
Comité  
clusiver  
Compos  
(M. B.)  
Carrières  
39 déte  
tion (M  
Industrie  
particul  
39 (M.  
Fabricatio  
taires,  
27-VII-  
l'exerc  
cation.  
Industrie  
minant  
d'applie  
Gravure  
Diverses  
Industrie  
environ  
Bonneterie  
Briqueter  
A. R. d  
ciales  
Industrie  
des ac  
phates,  
plomb,  
ceutiqu  
losique



*Carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur.* — A. R. du 4-VII-39 déterminant les modalités spéciales d'application (M. B. du 8-VII-39).

*Industrie du bâtiment, des travaux publics et des travaux privés du génie civil ;*

*Fabrication des pâtes alimentaires ;*

*Commerce de poisson et l'industrie de la sauriserie ;*

*Commerce de gros en alimentation et en droguerie ;*

*Commerce de gros et demi-gros de fruits, légumes et pommes de terre ;*

*Industrie du liège ;*

*Industrie de l'apprêtage et de la teinture de peaux en Flandre occidentale et en Flandre orientale ;*

*Industrie du papier et du carton.*

A. R. du 6-VII-39. — Détermination des modalités spéciales d'application (M. B. du 9-VII-39).

*Industrie de la construction mécanique.* — A. R. du 11-VII-39 portant création d'une caisse particulière de congés payés (M. B. du 12-VII-39).

*Industrie du bâtiment et des travaux publics et des travaux privés du génie civil ;*

*Industrie de la miroiterie, région de Liège ;*

*Industrie du meuble, région de Malines.*

A. R. du 14-VII-39 fixant, pour l'année 1939, les dates des congés payés (M. B. du 16-VII-39).

*Travailleurs dénommés « rivierarbeiders » du port de Gand ;*

*Industrie de la brasserie.*

A. R. du 14-VII-39 déterminant les modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36, modifiée par celle du 20-VIII-38 (M. B. du 16-VII-39).

*Activités alimentaires pour lesquelles il n'est pas établi de commission paritaire particulière.* — Comité national paritaire chargé de délibérer exclusivement sur l'application des congés payés. Composition. Modification. — A. M. du 23-VI-39 (M. B. du 16-VII-39).

*Carrières et scieries de marbre.* — A. R. du 12-VII-39 déterminant les modalités spéciales d'application (M. B. des 17-18-VII-39).

*Industrie photographique.* — Création d'une caisse particulière de congés payés. — A. R. du 27-VII-39 (M. B. du 28-VII-39).

*Fabrication d'articles de voyage, d'équipements militaires, de sellerie et de maroquinerie.* — A. R. du 27-VII-39 (M. B. du 28-VII-39) déterminant pour l'exercice 1938-39 les modalités spéciales d'application.

*Industrie de la glacerie.* — A. R. du 27-VII-39 déterminant pour l'année 1939 les modalités spéciales d'application (M. B. du 28-VII-39).

*Gravure sur bois ;*

*Diverses activités d'ordre alimentaires ;*

*Industrie de l'émaillerie de la région de Gosselies et environs ;*

*Bonneterie de la région du Tournais ;*

*Briqueterie à la main de la région Rupel-Escaut.*

A. R. du 27-VII-39 déterminant les modalités spéciales d'application (M. B. du 28-VII-39).

*Industrie chimique des couleurs à base de plomb, des acides minéraux et dérivés et des superphosphates, des couleurs autres que celles à base de plomb, des matières grasses, des produits pharmaceutiques, des colles et gélatines, des vernis cellulose et de la distillation du goudron de houille ;*

*Industrie chimique des allumettes, des vernis autres que les vernis cellulose, du caoutchouc, des produits d'entretien et des industries chimiques diverses ;*

*Fabrication de la glace artificielle et l'entreposage frigorifique ;*

*Fabrication des sachets en papier ;*

*Industrie du vêtement pour hommes dans la Flandre occidentale ;*

*Industrie de la brasserie de la Flandre occidentale.* A. R. du 22-VI-39 déterminant les modalités spéciales d'application (M. B. du 28-VI-39).

*Industrie textile, à l'exception des établissements de l'arrondissement administratif de Verviers.* — Loi du 8-VII-36, modifiée par celle du 20-VIII-38. — Création d'une caisse particulière de congés payés. — A. R. du 12-VII-39 (M. B. du 14-VII-39).

*Industrie textile de l'arrondissement de Verviers (cantons Eupen, Malmédy et St-Vith exceptés) ;*

*Dito. Dito.*

*Industrie de la céramique.* — A. R. du 2-VII-39 ;

*Fabrication des margarines.* — A. R. du 12-VII-39 ;

*Industrie du pain.* — A. R. du 12-VII-39.

Détermination des modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36, modifiée par celle du 20-VIII-38 (M. B. du 14-VII-39).

*Industrie sidérurgique.* — A. R. du 20-VII-39 instituant une caisse particulière de congés payés (M. B. du 27-VII-39).

## Assurances sociales.

### MALADIES PROFESSIONNELLES

A. M. du 5-V-39 déterminant les catégories d'ouvriers ou travailleurs assimilés exposés à contracter une maladie professionnelle donnant droit à réparation (M. B. du 5-VI-39).

### CHOMAGE ET PLACEMENT

*Règlementation en matière de chômage involontaire.* — Modification. — A. R. du 10-VI-39 (M. B. du 28-VI-39).

*Obligation pour les employeurs à contribuer aux charges de l'Office National du Placement et du Chômage.* — Loi du 10-VII-39 prolongeant celle du 24-XII-38 (M. B. du 13-VII-39).

### ALLOCATIONS FAMILIALES

*Statuts de caisses de compensation.* — A. R. du 16-V-39 portant approbation de modifications (M. B. du 7-VI-39).

*Caisses mutuelles spéciales d'allocations familiales.* — A. R. du 19-V-39. — Institution (M. B. du 7-VI-39). — Agréation provisoire d'une section mutuelle (A. M. du 17-V-39). — Agréation provisoire de caisses mutuelles d'allocations familiales (A. R. des 19-25-V-39). — Nomination d'un Commissaire du Gouvernement près de la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales (A. M. du 22-V-39) (M. B. du 7-VI-39).

*Allocations familiales aux employeurs et non-salariés.* — Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales. — A. M. du 22-V-39 (M. B. du 7-VI-39).



*Allocations familiales pour non-salariés.* — Professions que les femmes sont censées exercer couramment pour leur propre compte. — A. M. du 22-V-39 (M. B. du 18-VI-39).

*Nomination des membres de la Commission consultative du contrôle et du contentieux.* — A. R. du 2-VI-39 (M. B. du 23-VI-39).

*Modifications apportées aux statuts de caisses de compensation.* — Approbation. — A. R. du 15-VI-39 (M. B. du 1-VII-39).

*Remplacement de membres de Conseils d'administration de caisses spéciales de compensation des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes.* — A. M. du 22-VI-39 (M. B. du 14-VII-39).

#### MUTUALITÉS

*Sociétés mutualistes reconnues.* — Fusion. — A. R. du 19-V-39 (M. B. du 8-VI-39).

#### Juridiction et conciliation.

##### Commissions paritaires.

#### COMITÉS NATIONAUX

*Commerce du poisson et industrie de la sauriserie.* — A. M. du 31-V-39. — *Industrie du bâtiment et des travaux publics.* — A. M. du 30-V-39. — *Industrie de la malterie.* — A. M. du 1-VI-39. — *Industrie de la miroiterie.* — A. M. du 1-VI-39. — *Industrie et commerce du bois.* — A. M. du 2-VI-39. — *Fabrication du papier et du carton.* — A. M. du 3-VI-39.

C. N. — Adjonction de membres. — Composition. — Modification (M. B. du 14-VI-39).

*Abattoirs, boucheries et charcuteries.* — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-VI-39. — *Fabrication des sachets en papier.* — C. N.

— Composition. — Modification. — A. M. du 12-VI-39 (M. B. du 25-VI-39).

*Industrie textile des deux Flandres.* — Extension de la compétence territoriale du C. P. de l'industrie textile des deux Flandres au pays entier, à l'exception de l'arrondissement administratif de Verviers, en ce qui concerne exclusivement l'application des dispositions légales relatives aux congés payés. — A. M. du 12-VI-39 (M. B. du 25-VI-39).

*Industrie diamantaire.* — C. N. comportant un bureau permanent ainsi qu'un comité consultatif pour l'industrie diamantaire. — Nomination. — A. M. du 7-VII-39 (M. B. des 10-11-VII-39).

*Industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons.* — Composition. — Modification. — A. M. du 22-VI-39 (M. B. du 16-VII-39).

*Industrie chimique.* — Dito. — A. M. du 23-VI-39 (M. B. du 16-VII-39).

#### COMITÉS RÉGIONAUX

*Industrie de la bonneterie des deux Flandres.* — Composition. — Modification. — A. M. du 30-V-39 (M. B. du 14-VI-39).

*Industrie du vêtement pour hommes.* — C. R. de la province de Liège. — Composition. — Modification. — A. M. du 2-VI-39 (M. B. du 14-VI-39).

*Industrie du bâtiment et des travaux publics.* — Composition. — Modification. — A. M. du 31-V-39 (M. B. du 16-VI-39).

*Commerce, transport, chargement, déchargement et toutes autres manipulations de charbon de la ville d'Anvers et des environs.* — Extension de compétence. — Composition. — A. M. du 14-VI-39 (M. B. du 25-VI-39).

*Industrie du vêtement pour hommes.* — C. R. de la province de Brabant. — Condition. — Composition. — Modification. — A. M. du 22-VI-39 (M. B. du 16-VII-39).

## Jurisprudence

### ACCIDENTS DU TRAVAIL

#### Justice de paix de Saint-Josse-ten-Noode

2 décembre 1938.

Vve Bardiaux c. « Blitz et Bonte »  
et « Eagle Star and British Dominions ».

**Accident du travail.** — **Ouvrier manipulant une machine nouvellement livrée à l'usine où il travaillait.** — **Désobéissance aux ordres.** — **But de la victime en relation avec l'exécution du contrat.** — **Loi applicable.**

L'ouvrier qui a trouvé la mort en travaillant, malgré la défense de mettre en marche une machine qui venait d'être livrée à l'usine où il était occupé, avant qu'elle n'ait été mise au point, bénéficie de la loi sur les accidents du travail, nonobstant sa

désobéissance, si le but poursuivi était en relation avec l'exécution du contrat de travail.

Attendu qu'il n'est pas contesté que le 28 décembre 1936, l'époux de la demanderesse a trouvé la mort dans un accident survenu dans l'atelier appartenant à la société de fait « Blitz et Bonte », alors qu'il était au service de ce patron;

Attendu que les défendeurs prétendent que l'accident n'est pas survenu dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail;

Attendu qu'ils prétendent que la victime en travaillant à la machine qui n'était pas encore au point, a commis un acte sortant des limites de son travail et ressortait de la compétence d'autrui; qu'ils prétendent avec offre de fournir la preuve, que le défendeur Bonte a défendu à la victime de toucher à cette machine avant que l'on ne procède à l'essai de l'appareil;



Attendu qu'il résulte des éléments de la cause : 1° que Bardiaux était engagé pour travailler à l'appareil dont il est fait mention, mais qu'il devait s'occuper, en sa qualité de monteur de portes et d'ébéniste, à l'établi, jusqu'au moment où l'appareil serait mis au point; 2° que le jour de l'accident, l'appareil n'était livré que depuis quelques jours et que Bardiaux arrivait aux environs de midi à l'atelier quand le courant électrique venait d'être branché par le service d'électricité officiel; 3° que la victime réglait immédiatement la machine et mettait le courant sur l'appareil vers 13 h. 30; qu'à ce même moment, il fut touché par un des couteaux de l'appareil qui s'était détaché en tournant et qu'il fut blessé mortellement; 4° qu'au moment de l'accident, on avait repris le travail dans l'atelier;

Attendu que l'accident s'est donc produit dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail;

Attendu qu'il est établi que l'accident a été causé par un défaut de l'appareil que la victime mettait en marche, alors que l'installation n'en était pas encore achevée et que l'essai par le fournisseur n'était pas encore fait;

Attendu que la partie défenderesse prétend elle-même que l'on avait défendu à Bardiaux de toucher à l'appareil;

Attendu, il est vrai, que la victime a commis une faute dans l'exécution de son contrat de travail, mais que cela ne prouve pas que l'accident n'a pas été causé par le fait de l'exécution du contrat de travail;

Attendu que la loi n'a pas voulu donner un sens étroit au principe du contrat de travail, en isolant l'ouvrier, le tenant étroitement dans un cercle en dehors duquel toute action serait imputée à ses propres risques; que le vrai critère est le but de l'action commise par l'ouvrier Bardiaux;

Attendu que l'action de la victime ne paraît pas ici comme complètement étrangère à son contrat de travail; qu'il est compréhensible que Bardiaux était curieux de savoir si l'appareil qu'il aurait à manier, fonctionnerait convenablement et que sa désobéissance aux ordres de son patron n'empêche pas l'application de la loi du 24 décembre 1903;

Attendu qu'en effet l'accident est en relation directe avec l'exécution du contrat de travail, que c'est ce contrat qui a rendu l'accident possible, que sans ce contrat, cet accident n'aurait pu se produire;

Que l'accident est survenu ainsi par le fait de l'exécution du contrat de travail;

Attendu que l'offre de preuve faite par la partie défenderesse ne doit pas être obligatoirement acceptée parce que les faits, à propos desquels l'enquête devrait être faite, ne pourront servir à la cause et sont sans pertinence;

Attendu que l'on doit appliquer la loi du 24 décembre 1903.

II. Sans intérêt: concerne salaire de base.

Par ces motifs:

Rejetant toutes conclusions plus amples ou contraires, disons que la loi du 24 décembre 1903 est applicable; condamnons solidairement et conjointement les défendeurs à payer à la demanderesse...

## Justice de paix de Saint-Josse-ten-Noode

20 janvier 1939.

« Le Syndicat Général » c/ Keerstock.

**Accident du travail. — Evaluation d'incapacité. — Double base. — Amputation du deuxième orteil. — Incapacité permanente : 6 p. c.**

Les bases d'appréciation pour l'évaluation de l'incapacité de travail sont: 1° l'amoindrissement de la capacité professionnelle; 2° la diminution de salaire.

Si la victime amputée du deuxième orteil, exerçait le métier de peintre (ce qui suppose l'aptitude à monter sur les échelles) et était âgé au moment de l'accident, de 62 ans, il est certain qu'elle ne pourra plus exercer son métier de peintre que très partiellement, il échet de porter à 6 p. c. le taux de son incapacité de travail permanente au lieu de 3 p. c. fixés par l'expert.

Revu notre jugement préparatoire du 18 novembre 1938,

Vu le rapport enregistré de M. le docteur Leduc, expert commis par nous en la cause;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'expert que les suites de l'accident du 14 juin 1938 se localisent à la lésion du deuxième orteil, qui a nécessité l'amputation de celui-ci et que c'est la seule séquelle de l'accident;

Attendu que l'expert conclut à une incapacité permanente partielle, suite de l'accident, de 3 p. c.;

Attendu que ce pourcentage minime est admis par l'expert à raison du fait qu'il est communément admis que la perte du deuxième orteil est sans grande répercussion sur la capacité de travail et est conforme à la tarification théorique généralement admise;

Attendu que les bases d'appréciation pour l'évaluation de l'incapacité de travail sont: 1° l'amoindrissement de la capacité professionnelle; 2° la diminution de salaire;

Attendu que ce calcul doit comprendre l'appréciation non seulement de la capacité qui subsiste pour des métiers de catégorie inférieure, mais de l'incapacité totale pour le métier réellement exercé (Sent. Arbitrale Charleroi, 5 juin 1912. P. P., 928) et que cette appréciation suppose que le juge doit tenir compte de l'âge du blessé et du temps pendant lequel il pouvait encore exercer son métier; qu'il faut également rechercher les aptitudes à entreprendre un autre métier;

Attendu que la victime exerçait le métier de peintre (ce qui suppose l'aptitude à monter sur les échelles) et était âgé au moment de l'accident, de 62 ans; qu'elle pouvait normalement encore travailler 3 ans (l'âge de la retraite étant 65 ans) et qu'il est certain qu'elle ne pourra plus exercer son métier de peintre que très partiellement; que tenant compte de ces circonstances, il échet de porter à 6 p. c. le taux de son incapacité de travail permanente;

Attendu que parties sont d'accord quant à la date de consolidation (13 septembre 1938) et quant au salaire de base (14,048 fr. 80).

Par ces motifs:

Statuant contradictoirement et en premier ressort, fixons le taux de l'incapacité de travail permanente à 6 p. c.; fixons le montant de l'allocation



annuelle à laquelle a droit la victime depuis le  
14,048.80 x 6 x 2  
13 septembre 1938, comme suit :

100 x 3

= 561 fr. 96 ; disons que les dépens seront à charge  
de la Caisse d'Assurance « Le Syndicat Général ».

— x —

### Tribunal de première instance de Liège

9 juillet 1938

Caisse Commune des Assurances  
« L'Industrie Minière » c/ Miezal et Gola.

**Accident du travail. — Maladie ou infirmité antérieure. — Traumatisme créant un état de moindre résistance au mal. — Victime se soumettant à une intervention chirurgicale sur le conseil des médecins. — Décès survenu au cours de l'anesthésie. — Suite naturelle de l'accident.**

Le régime du forfait établi par la loi sur la réparation des accidents du travail s'oppose à ce qu'il soit tenu compte des maladies ou infirmités antérieures de l'ouvrier.

Il n'est pas nécessaire que l'accident ait été la cause unique ou immédiate du décès, il suffit qu'il en ait été la cause efficiente.

Les indemnités prévues par la loi sont dues s'il est démontré que sans l'accident, la victime ne serait pas morte au moment précis où elle est décédée.

Il en résulte que si l'ouvrier victime de l'accident s'est soumis, sur les conseils des médecins traitants, à une intervention chirurgicale et qu'il succombe au cours de l'anesthésie, par suite de l'état de moindre résistance créé par le traumatisme, le décès est une suite naturelle de l'accident.

Vu en expédition régulière la sentence rendue le 19 octobre 1937 par la Commission arbitrale de l'industrie minière ;

Attendu que l'appel a été interjeté dans les délais légaux et que sa recevabilité n'est pas contestée ;

Attendu que, pour repousser les conclusions des experts, l'appelante souligne le fait qu'ils n'ont pu juger la situation que sur pièces et impressions, tandis que leurs confrères ayant émis des avis opposés avaient examiné l'intimé de son vivant ;

Attendu qu'il importe de remarquer une fois de plus que les médecins qui ont soigné Miezal, tout en y apportant une conscience professionnelle indéniabla, ont pour la plupart imputé ses plaintes à la simulation ; que l'autopsie a révélé l'existence de lésions très graves, et particulièrement douloureuses, justifiant entièrement l'ouvrier du reproche qui lui était adressé ; qu'en présence de cette erreur des premiers médecins, erreur excusable eu égard aux circonstances, mais non moins flagrante, leur opinion ne pouvait servir de base à une décision judiciaire et qu'il convient en principe de leur préférer l'avis d'un collège d'experts d'une autorité reconnue, désigné par la Commission arbitrale dans sa sentence du 10 novembre 1936, confirmée par jugement définitif du tribunal de ce siège le 22 mai 1937 ;

Attendu que le rapport déposé par les experts con-

tient un historique complet et exact du cas ; que les praticiens ont puisé dans les observations et renseignements fournis par leurs prédécesseurs tout ce qui pouvait être utile à l'accomplissement de leur mission et n'était pas incompatible avec les constatations du médecin-légiste ; que s'ils n'ont pas cru devoir coter leurs réponses ainsi que l'étaient les questions qui leur étaient posées, leurs conclusions sont suffisamment explicites pour permettre au tribunal de statuer en pleine connaissance de cause en se basant sur leur opinion plus que sur les termes qu'ils ont employés ;

Attendu que l'appelante objecte en ordre principal que Miezal, souffrant des oreilles dès avant l'accident, est mort pendant une opération dont le but était de tenter un évidement pétrorastoidien ; que l'autopsie a établi l'inutilité de cette intervention, l'otite s'étant asséchée ; que, partant, le décès de Miezal serait dû à une opération non motivée ni provoquée par l'accident, mais procédant au contraire d'une affection antérieure à celui-ci et sur laquelle l'accident avait cessé d'avoir la moindre influence ;

Attendu que c'est là méconnaître la portée de la loi sur les accidents du travail ; que le législateur n'a pas, en effet, voulu exclure du forfait que constitue la réparation des maladies ou infirmités antérieures ; qu'il n'est pas nécessaire que l'accident soit la cause unique ou immédiate de la mort, mais seulement sa cause efficiente (rapport de la Section centrale, loi de 1903. Doc. parlem., 1900-1901), et qu'il suffit d'établir que sans l'accident la victime ne serait pas morte au moment précis où elle est décédée ;

Attendu qu'il est acquis : 1° que le traumatisme du 17 août 1933 a provoqué chez la victime des troubles cérébraux et auditifs, d'autant plus perceptibles que son cerveau était déjà atteint de lésions anciennes ; 2° qu'à la suite de l'accident, une otite ancienne s'est réchauffée ; 3° que l'intervention chirurgicale consistant en un évidement mastoïdien ne fut tentée que pour soulager le patient de ces douleurs, auxquelles les médecins ne croyaient à tort devoir attribuer aucune autre cause ; 4° que l'accident, ainsi que l'appelante le déclare en termes de conclusions, avait débilité l'organisme de Miezal au point de le rendre incapable de résister à la narcose et qu'il y succomba ;

Attendu qu'en ce sens, les experts ont pu dire avec raison que le traumatisme avait conduit Miezal à la table d'opération et à la mort ;

Attendu qu'en se dérochant à une intervention chirurgicale dont le but était de remédier aux suites de l'accident, l'ouvrier se serait exposé à se voir refuser, tout au moins pour partie, les indemnités qu'il réclamait ; qu'il n'est pas douteux que l'opération a été motivée en réalité non par une otite que l'autopsie a révélée asséchée, mais par le syndrome postcommotionnel relevé par les experts ;

Attendu qu'il est de jurisprudence constante qu'il y a lieu à réparation quand le traumatisme a créé chez la victime un état de moindre résistance à supporter le mal qui l'a emportée ;

Attendu que les parties ne sont pas d'accord sur le salaire de base et que les éléments du dossier ne permettent pas au tribunal de le déterminer avec certitude ; qu'il appartient au juge d'accorder même d'office à la victime ou à ses ayants droit une allocation provisionnelle sous forme d'indemnités jour-

nalières et  
demande r

Par ces

Le tribu  
toutes con  
res, dit ré  
cident ; sta  
dé ; confir  
condamne  
nités légal  
Miezal, son  
pel inciden  
cuments n  
de l'ouvrie  
jour pour  
tembre 19  
sionnellem  
de 5 franc  
jugement

Louage d  
la Con  
tion aux  
reprise

Les dis  
au sujet  
tant du fo  
pour effe  
tion des l  
accidents

L'ouvrie  
reprend s  
a été rec  
ne peut a  
tique à c

Si le cr  
qu'il touc  
ou équ  
il ne peu  
correspon  
tif qu'il  
mission

Attendu  
condamna  
fois 6 fr.  
la différe  
touché p  
service d  
feu ;

Qu'il s  
fixé en v  
let 1920

Attendu  
deur, qui  
re comp  
de 1903



nières et que la mort de Miezal, dont sa veuve demande réparation, remonte à 1935.

Par ces motifs :

Le tribunal, statuant contradictoirement, écartant toutes conclusions autres, plus amples ou contraires, dit recevables les appels tant principal qu'incident ; statuant sur l'appel principal, le dit non fondé ; confirme la sentence entreprise en ce qu'elle condamne l'appelante à payer à l'intimée les indemnités légales lui revenant par suite du décès de Miezal, son mari, le 17 août 1935 ; statuant sur l'appel incident ordonne aux parties de produire les documents nécessaires à la fixation du salaire de base de l'ouvrier décédé au charbonnage Bonne Fin ; fixe jour pour conclure et plaider sur ce point au 27 septembre 1938 ; condamne l'appelante à verser provisionnellement à l'intimée une indemnité journalière de 5 francs, à partir du 17 août 1935 et jusqu'au jugement définitif ; réserve les dépens.

— x —

### Conseil de Prud'hommes de Jemeppe-sur-Meuse

14 mars 1939.

Louis c/ Charbonnages des Kessales.

**Louage d'ouvrage. — Salaires minima établis par la Commission mixte des Mines. — Non-application aux ouvriers victimes d'accident après leur reprise du travail.**

*Les dispositions prises par la Commission mixte au sujet des salaires minima alloués aux ouvriers, tant du fond que de la surface, ne peuvent pas avoir pour effet de déroger aux conséquences de l'application des lois coordonnées relatives à la réparation des accidents du travail.*

*L'ouvrier, victime d'un accident du travail, lorsqu'il reprend son activité professionnelle et que celle-ci a été reconnue réduite lors du règlement du sinistre, ne peut avoir la prétention de gagner un salaire identique à celui de ses compagnons de travail.*

*Si le cumul du salaire qu'il gagne et de l'indemnité qu'il touche, lui assure une rémunération supérieure ou équivalente à celle des ouvriers de sa catégorie, il ne peut prétendre à l'octroi d'un complément qui correspondrait à la différence entre le salaire effectif qu'il touche et le minimum prévu par la Commission mixte.*

Attendu que l'action du demandeur tend à obtenir condamnation de la défenderesse au paiement de 72 fois 6 fr. 35, cette somme représentant, d'après lui, la différence entre le salaire qu'il touche et le salaire touché par ceux qui exercent le même emploi, au service de la défenderesse, soit l'emploi de boute-feu ;

Qu'il soutient que ce salaire est un salaire minimum fixé en vertu de la Convention des Mines du 28 juillet 1920 ;

Attendu que la défenderesse répond que le demandeur, qui a été jadis accidenté, ne touche pas le salaire complet d'un boute-feu, par application de la loi de 1903 sur les accidents du travail ;

Attendu qu'il ressort des débats que par application de la dite loi, le demandeur, reconnu atteint d'une incapacité permanente de 35 p. c., touche une allocation annuelle, suite à un jugement définitif, et a même sollicité le paiement du tiers du capital de cette pension ;

Attendu, dès lors, que la question qui se pose est celle de savoir si la Convention générale des Mines du 28 juillet 1920 a pu déroger à la loi de 1903 ;

Attendu que cette loi est d'ordre public ; qu'une convention, même sanctionnée par arrêté royal, ne peut changer une loi ; qu'ensuite la dite convention ne vise que les salaires à la journée ; qu'enfin, elle ne s'applique pas au cas présent, puisqu'elle prévoit des décisions ultérieures au sujet des invalides ;

Attendu qu'à défaut de la convention ci-dessus rappelée, qui n'est pas applicable au cas présent, seule la loi de 1936, fixant à 32 francs par jour le salaire minimum d'un ouvrier, âgé de plus de 21 ans, pourrait être invoquée ;

Attendu que cette loi n'est applicable qu'à un ouvrier « valide et œuvrant à plein rendement » et non pas à un mutilé ;

Attendu, d'ailleurs, que le salaire de 44 fr. 20 payé à Louis, est fort supérieur au minimum de 32 francs et que la loi de 1936, si même elle n'est pas d'application dans ce cas, est, en tout cas, très largement respectée ;

Attendu que le demandeur n'établit pas que tous les boute-feux des Kessales touchent un salaire uniforme ;

Attendu, d'ailleurs, que dans un charbonnage, les prestations exigées des boute-feux sont d'importance essentiellement variable et leur imposent des efforts, des fatigues, des déplacements fort différents d'après, notamment, l'importance et l'activité des chantiers où les boute-feux exercent leur mission ;

Attendu qu'il n'est nullement établi que le charbonnage paierait à un ouvrier, capable d'un rendement plein, un salaire supérieur à 44 fr. 20 pour le travail dont est chargé Louis ;

Attendu qu'il est très raisonnable de penser que Louis, fortement mutilé de la main droite, est, bien malgré lui, assez maladroit et lent dans l'exécution des travaux minutieux et délicats imposés à un boute-feu, et que, de ce fait, on peut raisonnablement admettre que le charbonnage ne demande probablement à Louis que des prestations plus ou moins réduites, ne justifiant pas un salaire supérieur à celui qui est payé à cet ouvrier, salaire que le Conseil de Prud'hommes n'a, répétons-le encore une fois, ni la qualité, ni la compétence, ni le droit d'apprécier ;

Attendu qu'envisageant la question du point de vue moral, le Conseil de Prud'hommes, saisi de ce différend, pourrait, à la rigueur, s'inquiéter de savoir si le charbonnage n'abuse pas de la condition de mutilé de Louis pour lui imposer un salaire dérisoire ;

Attendu, à ce point de vue, qu'il résulte des informations très précises fournies par la défenderesse, et non contestées de part adverse, que Kessales s'est comporté de façon tout spécialement humanitaire et généreuse vis-à-vis de Louis qui, avant l'accident, était d'ailleurs un surveillant estimé de la Direction ;

Attendu, en effet, que, dès la guérison du blessé et la consolidation de sa blessure, Kessales reprend



Louis à son service et le charge de besognes de garde qui sont à sa portée de mutilé; qu'au fur et à mesure que Louis se réadapte, l'importance des fonctions qui lui sont confiées augmente, que son salaire augmente très sensiblement;

Attendu que, dès 1934 ou 1935, Louis prend rang dans la catégorie des surveillants-machinistes;

Attendu, cependant, qu'en raison de sa maladie consécutive à l'accident et de la lenteur relative de ses mouvements, la Direction ne peut que lui confier des postes de surveillants-machinistes dans des sièges abandonnés ou très peu actifs et ne lui paie, naturellement, qu'un salaire proportionnel à l'importance réduite de ses prestations;

Attendu, notamment, que dès 1936, les états de salaire établissent clairement que Louis touche un salaire journalier inférieur de 6 francs, au moins, à celui de certains autres ouvriers de la même catégorie des gardes-surveillants-machinistes;

Attendu que si Louis a admis, sans protester, pendant des années, et notamment depuis 1936, de se contenter d'un salaire inférieur parfois de plus de 6 francs à celui de certains autres ouvriers de la même catégorie, on peut, avec beaucoup de raison, penser que la réclamation, qu'il introduit maintenant, que, comme boutefeux, il reçoit également un salaire inférieur de quelque 6 fr. 30 à celui de certains autres ouvriers de sa catégorie, est bien peu justifiée,

puisque si tardive et ne s'étayant d'aucun fait nouveau;

Attendu que si l'on ajoute aux 44 fr. 20, salaire actuel de Louis, les 12 fr. 70 de pension journalière qu'il touche du fait de son accident, on constate un revenu journalier de l'ordre de 57 francs, supérieur de 5 ou 6 francs à celui des boutefeux gagnant le plus, et même égal au salaire de 57 francs que touchent actuellement les surveillants de la catégorie à laquelle appartenait Louis avant son accident;

Attendu, par conséquent, que le revenu actuel de Louis est très sensiblement le même que celui qu'il toucherait s'il n'avait pas été blessé et mutilé, et que cette constatation autorise le Conseil de Prud'hommes à conclure, sans hésiter, que loin d'être exploitée par le charbonnage, la situation de Louis est, au contraire, prise en très sérieuse considération et traitée avec une réelle générosité;

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 34, 36, 37 et 41 de la loi du 15 juin 1935.

Par ces motifs,

Le Conseil de Prud'hommes, Chambre pour Ouvriers, statuant contradictoirement et rejetant toutes conclusions plus amples ou contraires, déboute le demandeur de son action et le condamne aux dépens de l'instance liquidés à la somme de 43 fr. 40.



La

1. Loi  
des 22 et  
nique de  
l'heure a  
texte con  
rences re

2. Loi  
compre  
détermin  
condition  
l'indemn  
que la p  
rété roy

Cet a  
En atten  
gime, e  
core en

La lo  
que l'Et  
mobilisé  
nation p  
tale, en  
est indé  
bénéfici  
Cette  
fendre.  
En p  
flagrant  
En e  
dans un  
ne cons